

**Centre d'archéologie et d'histoire médiévale des établissements religieux
(C.A.H.M.E.R.)
ASSEMBLEE GENERALE
Samedi 18 juin 2011**

L'Assemblée générale du C.A.H.M.E.R. s'est tenue à la Maison de l'Archéologie, siège du CRAVO à Compiègne, sous la présidence de Philippe RACINET.

Présents : Pauline AUGÉ, David BRUGNON, Benoît CLAVEL, Christophe CLOQUIER, Lucie DEGROISILLES, Pierre GILLON, Richard JONVEL, Olivier LEBLANC, Sandrine MOUNY, Anthony PETIT, Didier QUENEHEN, Philippe RACINET, Joël SCHWERDROFFER.

Absents excusés : François BLARY, Jean-Luc FRANÇOIS, André GOTORBE, Emeline LEFEBVRE, Pascal MONTAUBIN, Sidonie PREISS, Sabine RACINET, Bruno TABUTEAU.

Rapport moral :

Le président Philippe RACINET ouvre la séance. Il indique que l'année a été marquée par le signe d'une grande joie pour les réussites collatérales mais dit son inquiétude quant à l'image et à la situation financière de l'Association C.A.H.M.E.R.

Il rappelle que le C.A.H.M.E.R. est à l'origine de la réussite du Laboratoire d'archéologie et d'histoire médiévales, grâce au travail bénévole : si le C.A.H.M.E.R. est aujourd'hui rattaché à l'équipe de recherche TRAME, reconnue « A », ce qui entraîne un triplement des subventions, et si le Laboratoire est le seul subventionné par le Conseil régional, et le seul « projet blanc » retenu, c'est l'Association C.A.H.M.E.R. qui est à l'origine de tout cela. En outre, la toute dernière structure émanée du Laboratoire, « UNIVARCHÉO », vient d'être agréée par le Ministère de la Culture pour l'archéologie préventive : elle est à ce jour la première et la seule structure universitaire agréée. Le Laboratoire est également le seul à se trouver à la tête de quatre opérations de fouilles programmées, dont tous les dirigeants sont issus du C.A.H.M.E.R., sans lequel rien de tout cela n'aurait pu être réalisé.

Ce sont là de belles réussites collatérales alors que, paradoxalement, la situation financière devient difficile : le Conseil général de l'Aisne n'a pas renouvelé sa subvention en raison du contexte économique et le Conseil général de l'Oise a déclaré ne pas avoir reçu notre dossier de demande de subvention. Se posent le problème de la réparation du véhicule et de la pérennité des emplois : le trésorier, Olivier LEBLANC, explique que, pour n'avoir que les deux postes financés à 30 % seulement, il a fallu envisager le non renouvellement d'un poste pour disposer d'un financement à 60 % de l'autre poste. Le Président remercie à cette occasion Lucie DEGROISILLES, dont le poste n'est pas renouvelé, de son courage pour atténuer les difficultés.

Le rapport moral est approuvé à l'unanimité.

Rapport financier :

Le trésorier Olivier LEBLANC présente son rapport financier, accompagné de tableaux, d'histogrammes et d'un prévisionnel 2011. Les recettes 2010 (94 336 €) ont été constituées pour 85 % de subventions, la vente des volumes atteint 3 258 € tandis que les cotisations n'atteignent que 851 €, ressource très faible qui pose problème pour le renouvellement des subventions, dont le C.A.H.M.E.R. est trop dépendant. Les dépenses (88 807 €) sont constituées de frais de personnel (47 620 €, qui vont être divisés par deux), de frais de chantier (tous chantiers : le C.A.H.M.E.R. finance les fouilles programmées pour 23 463 €), de frais de mission (4 911 €, concernant les actions sur les différents sites ; ce poste a plus que doublé depuis 2009), de frais de déplacement sur site (4 188 €) et de frais de reproduction (3 109 €, dont le catalogue d'exposition de Condé-sur-l'Escaut). Le bilan prévisionnel 2011 conserve des frais de fouille importants (25 000 €) malgré un personnel réduit (23 500 €), prend

en compte la baisse très importante des subventions (- 27 000 €, soit 48 000 €) et prévoit une vente de volumes optimiste (4 000 €).

Le trésorier indique qu'avec 11 000 € en réserve, on navigue à vue. Il précise que si on reste sur un même volume d'activités, on sera en négatif en 2013. Il propose de rééquilibrer les recettes et de revoir la politique générale d'accueil des fouilleurs sur site. Il observe également que chaque chantier a sa politique de dépenses et suggère de mutualiser et de faire des budgets prévisionnels.

Des questions sont posées sur le poste cadeaux (remerciements au secrétariat de l'Université), les frais d'expertise comptable (gestion des salaires) et sur la possibilité de faire payer les bénévoles sur les chantiers (piste intéressante mais on manque de candidats fouilleurs).

Le président propose de passer au vote : **le rapport financier est approuvé à l'unanimité** des présents, ainsi que le bilan prévisionnel 2011.

Pour améliorer la situation financière, il est envisagé :

- de faire passer certains frais au Laboratoire et à UNIVARCHÉO.
- d'augmenter la cotisation.

Décision d'augmentation de la cotisation :

La cotisation est actuellement de 8 € pour les étudiants et 23 € pour les non étudiants.

Le trésorier propose de l'augmenter à 15 € pour les étudiants et 30 € pour les non étudiants. Il propose également une relance auprès des adhérents potentiels et un effort de communication.

Le président indique que le nombre d'adhérents est actuellement de 47 et que le C.A.H.M.E.R. constitue un réseau de relations.

Le secrétaire général, Pierre GILLON, pense qu'il faut mettre en regard l'augmentation de la cotisation et les prestations offertes. L'hypothèse d'une feuille d'information périodique est émise. Le président rappelle que la cotisation est un acte civique de soutien aux activités et objectifs de l'association ; il estime qu'il faut dire que le C.A.H.M.E.R. a des soucis financiers et battre le rappel en soulignant que la cotisation fait vivre l'association.

Il est proposé de voter sur la proposition du trésorier. Si le principe de l'augmentation est adopté à l'unanimité, le tarif étudiant est jugé trop élevé. Une discussion importante s'engage sur la cotisation.

Le président propose une augmentation à 10 € pour les étudiants et 25 € pour les non étudiants.

La proposition est adoptée avec 12 voix pour et 1 contre.

Décision d'abandon d'un véhicule :

Le président sollicite l'avis de l'Assemblée sur les frais importants à engager (contrôle technique, freins, etc.) sur l'un des véhicules chantier, qui a 14 ans.

La proposition de se séparer du camion est adoptée avec 3 voix pour, 2 contre et 8 abstentions.

Le véhicule sera mis à la casse début août.

Site internet :

Le président communique un appel de Marc RACINET à propos du site Internet, sur lequel plusieurs pages sont restées vides (Bonneuil, Condé-sur-l'Escaut, Toutencourt et les post-fouilles, ce qui fait beaucoup de rubriques). La page d'accueil est seule active ; le site est donc un peu plus vide qu'annoncé. Malgré son départ du C.A.H.M.E.R. en qualité de chargée de communication, Lucie DEGROISILLES, qui collectait les informations et les renvoyait à Marc pour leur mise en ligne, reste bénévole. Par ailleurs, plusieurs pages sont obsolètes (bibliothèque par exemple).

Publication sous presse :

Lucie DEGROISILLES indique que la publication du second volume de la Collection Expo, consacré à Boves, est prévue pour la fin de l'année. La vente est envisagée au prix de 15 € pour 72 pages.

Bilan des ventes de publications :

Sandrine MOUNY présente un tableau des ventes des volumes d' *Histoire médiévale et archéologie* (23 volumes parus depuis 1988). Les stocks sont très variables (3 à 132 pour des tirages variant de 300 à 400 exemplaires). Les volumes 1, 6, 7 et 17 sont épuisés, et bientôt le n° 8. Le volume 13 (« Tous azimuts », en hommage au professeur JEHEL) ne part pas ; on pourrait envisager de l'offrir en cadeau aux nouveaux cotisants. Il est proposé également de vérifier si les bibliothèques ont bien la série complète et de faire une diffusion aux organismes qui ne posséderaient pas toute la collection. Le bilan financier des ventes, à la baisse en 2010 (pas de volume publié), est bon en 2011. Le démarrage du n° 23 (Les collégiales et la ville dans la province ecclésiastique de Reims) a été difficile mais il est bien parti. La vente des volumes de la Collection Expo présente des difficultés de diffusion mais le volume Boves ne sera pas vendu de la même façon que celui de Condé.

Projets de publications :

Joël SCHWERDOFFER présente l'état d'avancement des projets en cours :

- Volume 24 (2011) : Francois-Xavier MAILLART, « La confrérie du Puy Notre-Dame d'Amiens et sa production artistique et littéraire de 1389 à 1525 ». Le volume, qui a bénéficié de financements d'Amiens Métropole et de Nanterre, et d'économies sur la reproduction des images couleur grâce à l'intervention de Lucie DEGROISILLES auprès de la BNF, a déjà reçu 360 € de ventes par souscription. Il sera présenté à l'automne à la Médiathèque d'Amiens.
- Volume 25 (hiver 2011 ?) : Christine BARRALIS (dir.), « Meaux, une cathédrale au cœur de la ville » (actes du colloque organisé en mars 2009 avec le LAMOP). La publication bénéficie de subventions du CNRS, de la Région Ile-de-France, du LAMOP et de Société de l'histoire de Meaux et de sa région.
- Volume 26 (2012 ?) : Philippe BUJAK (dir.), « Histoire de Dreux et du Drouais » (actes du colloque de juin 2010, 20 communications). Les demandes de subventions sont en cours (6 000 € prévus).

Olivier LEBLANC fait état d'un travail sur les maisons de Rouen, Eric FOLLAIN, Dominique PITTE, « Habiter Rouen au XIIe siècle », environ 120-130 pages, qui rencontre des difficultés d'édition en raison de la polémique sur la synagogue du XIIe siècle. Le financement reste à voir.

Le président souligne que l'activité d'édition est l'âme du C.A.H.M.E.R., son activité spécifique. Il faut également ajouter parmi les projets :

- la publication des actes du colloque organisé par Delphine HANQUIEZ et Anthony PETIT, « Saint-Leu d'Esserent et l'implantation monastique dans la basse vallée de l'Oise », qui rassemblera 14 communicants du 27 au 29 octobre 2011.
- Autres projets : symposium sur la lèpre à Lussac-le-Château en 2012, et programme Marquenterre.

Chantiers de fouilles et projets :

Le président rappelle que quatre chantiers de fouilles programmées sont ouverts : Boves (dir. Philippe RACINET), Toutencourt (dir. Richard JONVEL), Condé-sur-l'Escaut (dir. Lionel DROIN) et Bonneuil-les-Eaux (dir. Didier QUENEHEN). Il fait état de la pénurie préoccupante de fouilleurs, qui cherchent du travail en priorité.

Questions diverses :

Le président évoque la question des relations entre le C.A.H.M.E.R., le Laboratoire d'archéologie et d'histoire, UNIVARCHÉO et TRAME. Suite à un mail de Lionel DROIN posant la question de leurs rapports, un organigramme, et peut-être une charte, seraient à réaliser pour préciser les rôles et les articulations entre ces diverses structures.

Il présente la nouvelle structure, UNIVARCHÉO : c'est une structure rattachée au Service des activités industrielles et commerciales (SAIC) de l'Université, qui prélèvera une part du budget pour ses frais de gestion. Cette solution est la plus simple financièrement pour les contacts avec les entreprises et les prestations de services. C'est la première structure universitaire agréée par le Ministère de la Culture pour la recherche archéologique préventive et l'archéologie du bâti (Moyen Age et période contemporaine). Elle sera animée par deux salariés temps plein et un salarié à mi-temps, et emploiera des étudiants rémunérés.

Le président estime que cette structure opérationnelle devra avoir un retour vers la recherche fondamentale, liée aux thèmes du Laboratoire d'archéologie et d'histoire. Une charte est à rédiger, pour laquelle deux inspecteurs généraux, Elise BOUCHARLAT et Jean-Olivier GUILHOT, seront consultés à l'automne.

Les questions diverses étant épuisées, la séance est levée.

Compte rendu sincère et véritable
dressé par le Secrétaire général,
Pierre GILLON.